

Try Black Horse ALE 100 Years of Brewing experience behind it

The Labor World



Le Monde Ouvrier

Drink DOW'S ALE Standard of Strength and Quality

Rédaction et administration: 9 et 11, rue Saint-Paul Ouest.

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: MAin 1698 — Le numéro: CINQ CENTS PARTOUT

Le résultat des élections

Le résultat des élections a été ce qu'il devait être et ce qu'on prévoyait. Pourquoi, d'ailleurs, en aurait-il été autrement? Entre les deux partis en présence, il n'y avait guère d'hésitation possible: l'un se présentait devant l'électorat avec un programme bien défini, avec un record de bonnes œuvres, de sage et prudente législation; tandis que l'autre, le grand parti conservateur d'antan, n'avait à offrir que de la critique, des insinuations mais sans aucune preuve à l'appui; de programme, il n'en avait pas ou plutôt il louvoyait entre deux principes, l'un de remettre à l'initiative privée le commerce des liqueurs, l'autre de maintenir la commission des liqueurs mais en l'alignant et en faisant une enquête sur son administration. A part cela, rien.

Si, pourtant, il y avait la tragédie du Lac Saint-Jean, dans laquelle les électeurs de ce district n'ont pas coupé puisqu'ils ont renvoyé le représentant à Québec, le candidat libéral. Puis encore l'affaire des \$35.00 et du fameux pupitre métamorphosé en sofa, avec laquelle on a cherché à amener l'électorat. A quoi cela a-t-il servi? Tout simplement à reléguer dans l'ombre ceux qui se sont servis de la médisance et de la calomnie comme plateforme politique.

Une leçon se dégage du résultat des élections, c'est que le peuple de la province de Québec est satisfait de l'administration Taschereau et que pour gagner la confiance de l'électorat il faut lui présenter un programme bien défini et non faire appel à ses plus bas instincts. Ceci nous rappelle ce que disait l'hon. A. David, le secrétaire provincial, au cours de la dernière session, lorsqu'il répondait aux insinuations de l'Opposition qui attaquaient les ministres dans leur vie privée, leur reprochant de faire partie de bureaux de direction de certaines compagnies: "Vous cherchez à faire perdre au peuple le respect et la confiance qu'il a dans ceux qui administrent la chose publique, vous semez un vent de tempête dont vous serez les tout premiers à souffrir et qui vous balayera dans sa tourmente." C'est arrivé et l'on peut dire en toute franchise que c'est la tactique déloyale suivie par l'Opposition qui est responsable de sa défaite.

Maintenant que le bilan est tiré, que le gouvernement Taschereau est retourné au pouvoir plus fort qu'auparavant avec la confiance de l'électorat de l'île de Montréal en particulier et de la province en général, il ne reste à l'Opposition qu'à tirer le meilleur parti possible de cette situation. Le parti oppositionniste devrait se mettre résolument à la besogne, abandonner la ligne de conduite qu'il suit depuis quelques années, cesser de critiquer à tort et à travers sur tout ce que le gouvernement fait ou propose de faire, collaborer avec lui dans toutes les bonnes mesures, voter avec lui quand c'est dans l'intérêt du peuple et ne pas s'opposer en tout et toujours systématiquement et de parti pris. Somme toute, l'administration de la province n'est pas tant une question de politique, qu'une simple divergence d'opinions dans les mesures à prendre pour assurer la prospérité et la marche en avant de nos industries, pour retirer la plus grande somme de revenus de nos ressources naturelles tout en sauvegardant leur existence et leur maintien; pour garder chez nous nos concitoyens en leur procurant un travail rémunérateur et permanent, et pour arriver à cette fin, il faut développer notre commerce extérieur de produits ouverts ou semi-ouverts au lieu d'exporter la matière première; importer du capital au lieu d'exporter notre main-d'œuvre. Ce sont autant de principes généraux sur lesquels le gouvernement et l'Opposition peuvent et devraient s'entendre. C'est un beau rôle pour tous s'il est bien compris. Il vaut mieux aider à édifier que de chercher à détruire par une critique incessante et cela sera plus profitable à l'Opposition, en fin de compte.

Au point de vue de législation urgente, il y a une grosse question à l'ordre du jour, c'est celle de la réparation des accidents du travail. Les ouvriers ne sont certes pas satisfaits de la position dans laquelle ils se trouvent actuellement, c'est une situation qui ne peut s'éterniser car elle est contraire aux meilleurs intérêts des patrons, des ouvriers et de l'industrie en général. Les ouvriers de Montréal ont prouvé par leur vote qu'ils avaient confiance dans la parole du premier ministre: ils ont élu Joseph Gauthier dans Sainte-Marie, nous en sommes fiers et les électeurs de Sainte-Marie ont droit à tous nos remerciements pour avoir agi comme ils l'ont fait. Les ouvriers ont repris presque toutes les divisions qui avaient été perdues par le parti libéral, cela signifie qu'en retour ils s'attendent à ce que cette confiance et leurs efforts soient reconnus. Ils veulent une loi de réparation des accidents du travail qui les mette sur un pied d'égalité avec leurs camarades des autres provinces; ils veulent obtenir la réparation à laquelle ils ont droit sans être obligés de courir d'Hérode à Pilate, du patron à la compagnie d'assurance et aux tribunaux. Ils ne cherchent pas, pour obtenir ces avantages, à tuer l'industrie, pas plus qu'à la surcharger d'un fardeau qu'elle ne pourrait porter sans nuire à son développement. Le premier ministre leur a promis que si le système en force dans les autres provinces est reconnu le meilleur, il n'hésitera pas à l'appliquer. Il s'agit donc de lui prouver que c'est le meilleur et c'est vers ce but que tous les efforts doivent maintenant converger.

Nous espérons qu'on n'attendra pas à l'ouverture de la session pour s'en occuper mais qu'on se mettra à la besogne immédiatement. Il y a d'autres mesures de législation sociale qui s'imposent de façon urgente sans tomber dans des utopies. Nous avons le droit de les réclamer plus que jamais maintenant que les ouvriers de Montréal ont racheté leur erreur de 1923.

SOCIUS.

LA JOURNÉE DE HUIT HEURES

Un débat important sur la question de la ratification de la Convention des huit heures a eu lieu, le 28 février, à la Chambre des Communes de Grande-Bretagne. Parmi les quelques trente députés conservateurs, libéraux ou travaillistes qui sont intervenus dans cette discussion, aucun, pour ainsi dire, ne s'est déclaré nettement opposé à la ratification; au contraire, presque tous sont prononcés en sa faveur, sans préconiser toutefois, cependant, une ratification immédiate ou sans condition.

La discussion a fourni, sur l'attitude du Gouvernement, quelques indications un peu plus précises que celles qui avaient été précédemment données au Parlement.

Un cours de celle-ci, Sir Arthur Steel Maitland, ministre du Travail, a déclaré qu'il s'occupait actuellement de "déblayer le terrain" mais que, mal-

gré l'examen très approfondi de la question auquel le Cabinet s'est déjà livré, il n'était pas encore en mesure d'apporter à la Chambre des conclusions définitives.

Vers la fin des débats, M. Betterson, secrétaire parlementaire du ministère du Travail, a annoncé à la Chambre la constitution d'une commission interministérielle chargée d'étudier l'ensemble de la question en vue d'aboutir rapidement à une décision.

D'autre part, interpellé sur l'attitude du Gouvernement à l'égard d'une ratification conditionnelle, le ministre a répondu que cette question est précisément l'une de celles qu'on aura à envisager avant de décider s'il y a lieu de déposer un projet de loi autorisant la ratification pure et simple ou bien de proposer telles autres dispositions permettant à la Grande-Bretagne de subordonner sa ratification à celle d'autres pays.

Gin Canadien Melchers Croix d'or LA BOISSON LA PLUS SAINE. Gros: 40 onces \$3.65 Moyens: 26 onces 2.55 Petits: 10 onces 1.10 Melchers Distillery Co., Limited MONTREAL.

Soyons progressifs au lieu d'être des retardaires

La barque conservatrice a été calée et de ce naufrage nulle trace ne reste. Les vagues se sont reformées et le silence plane sur cette solitude. Dans quelques jours les voix éraillées auront retrouvé leur sonorité, et remis de leurs fatigues; vainqueurs et vaincus s'ils ne donnent pas l'accolade, navigueront dans les mêmes eaux. Comme après une bonne purge, les électeurs rassurés, regardant reprennent le cours régulier de la vie! Il faut de ces petits bals à l'huile de bavard de temps à autres pour rompre la monotonie des heures et trancher sur la grisaille de l'existence.

Plusieurs questions importantes ont été agitées durant les dernières élections, entre autres, celle des pensions pour les vieillards et les retraités ouvriers. C'est déjà bien qu'on en parle et qu'on les discute. "Montez, mentez, il en restera toujours quelque chose". Commençons par donner un corps à l'idée et elle se développera d'elle-même ensuite. Plusieurs orateurs ont fait des tableaux saisissants du sort pénible qui attend les vieillards dans le dénuement, quand ils n'ont pas d'enfants, ou ceux à qui ils ont donné le jour ne peuvent ou ne veulent les garder avec eux et qu'ils sont contraints de recourir à l'assistance publique pour avoir le gîte et la pâture. C'est alors que la charité organisée au nom d'une morale inhumaine ne craint pas de séparer ceux que Dieu a unis.

Ces pauvres gens par la force des choses sont pourtant rendus à leur innocence baptismale. Ces couples que l'habitude et une affection mêlée en amitié gardent ensemble ne sauraient causer de scandale. Que ces boucliers égarés et tremblants se donnent des baisers rancés, que les doigts noueux comme des serres de perroquets s'accrochent sans aucune intention de caresses, il n'y a pas de quoi pousser des hauts cris. Cependant des esprits chagrins, chercheurs de petites bêtes, et qui voient du mal partout, sans respect pour le lien indissoluble, contraignent les époux octogénaires, impotents, gâteux à vivre dans l'isolement. La femme dans un pavillon, l'homme dans un autre; ils redressent instinctivement le besoin de se rapprocher à quel que chose, fût-ce à une branche morte, parce que le terrain se désole sous leurs pas. "Et ces deux vieux débris se consolait entre eux."

On nous a montré le cercle d'ombre dans lequel se meurent ces vieillards qui arrachés brutalement de leur milieu se trouvent transportés dans un monde qu'ils ignorent, abstrait à un règlement, soumis à l'obéissance passive, quand ils avaient toujours fait leur quatre volontés. Quelle aberration que de vouloir couler dans le moule cette argile durcie et donner une forme à cette matière réfractaire à l'impression qui s'effrite sous le pouce de l'artisan. Même si l'on parvient à les discipliner, à en faire des automatiques, que gagne la société à tenir sur pied ces vieux guignols qui n'amuseraient pas mieux les enfants? Ces polichinelles dont les fils sont brisés; ces pierrots infirmes et laids, ces arlequins déguenillés, ces colombines au chef branlant pour qui la collectionner en des musées que personne ne fréquente, parce que

ce spectacle de misère humaine est rien moins que réjouissant.

Loin de moi l'idée de mettre en doute la bonne intention de ceux qui hospitalisent les mendicants, les pauvres, les déracinés, condamnés à une mort certaine, parce que l'asphalte de nos trottoirs ne saurait tenir lieu de terroir! La société telle qu'organisée, avec ses préjugés et ses moeurs contre nature ne saurait mieux faire que de recueillir ceux qu'elle exile des foyers par ses lois iniques. Elle s'emploie à guérir le mal qu'elle cause. Logique absurde si l'on veut, mais qui découle d'un message auquel à force d'entraînement et de sophisme elle a fini par croire.

Si le son du pauvre était donné directement à ceux qui en ont besoin, beaucoup de complications disparaîtraient de notre existence déjà trop compliquée. Au lieu de verser quatre millions aux hôpitaux, donnons cette somme aux vieillards nécessiteux, et du coup nous ferons des heureux et nous décongestionnerons les hôpitaux. Nombre de pères et mères au déclin de leurs jours qui sont une charge pour leurs enfants seraient regardés d'un tout autre oeil s'ils avaient une rente du gouvernement au montant de deux cents quarante par an. On se battrait pour les avoir. C'est alors que la vieillesse deviendrait une bénédiction que l'on solliciterait à genoux. Ce montant n'est pas énorme, mais un fils économe, une belle-fille avisée, le trouverait à point pour augmenter la somme de bien-être au foyer, pour aider à l'éducation d'enfants, tout en donnant au pensionnaire du gouvernement une nourriture saine et une chambre convenable.

Vous le voyez que les enfants honorent leurs parents et les font vivre longuement, voyez à ce qu'ils aient intérêt à être bons. Il faut prendre les gens tels qu'ils sont et non pas comme on voudrait qu'ils soient. Comment voulez-vous faire des largesses ou simplement remplir son devoir envers les parents avec des salaires de misère à peine suffisant pour donner le nécessaire aux petits? Beaucoup de fils qui ne sont pas dénaturés se trouvent en face d'un problème qu'ils ne peuvent résoudre, sans que quelqu'un de leurs plus proches en souffre. Voici le dilemme tel qu'il se pose à leur esprit: "Si je soutiens mes parents, je ne puis rejoindre les deux bouts, car ce que je gagne suffit à peine aux besoins de ma famille. Ceux-ci ont droit à leur subsistance comme les autres comment puis-je concilier ces doubles exigences? Ne dois-je plus aux auteurs de mes jours qu'à ceux que j'ai mis au monde?" Alternative aussi angoissante que celle où se trouvait ce jeune homme qui par un beau soir d'été se promenait sur un des bords du Nord avec sa mère et son fils, lorsque sa chaloupe vint heurter une pierre et chavira précipitant son contenu dans l'abîme. Qui allait-il arracher du danger, d'abord son fils ou sa mère? La minute qu'il perdit à dialoguer avec sa conscience lui fit manquer l'occasion de les sauver tous les deux. Ce n'est pas le temps lorsqu'on est dans le péril de se tourner vers une idée sept fois dans les méninges, avant de prendre une décision. Un peu de présence d'esprit en de telles

circonstances vous sert mieux que le raisonnement.

Si l'homme ne suivait que son instinct, il volerait comme la louve, l'hirondelle ou la chatte au secours de ses petits, mais une autre voix parle en lui, voix obscure souvent, mais qui est le triomphe de l'esprit sur la bête et réclame au silence la voix du sang, c'est celle du devoir. Pourquoi mettre les gens en de si douloureuses impasses, et pour cela rendre à César, ce qui appartient à César. Donnez le son du pauvre au pauvre. C'est si simple qu'on n'y pense pas. La ligne droite est plus droite que la ligne courbe, c'est une vérité de la Palisse. Quand un individu touchera \$240.00 par an, il se soignera seul avec du sirop d'épinette, des mouches de montarde, des cataplasmes de graine de lin, des tisanes de pissenlit, d'herbe à chat, et de verge d'or et s'en portera moins mal. Quand il devra payer pour se faire charentier, il y pensera à deux fois. Et pour le gouvernement, la destination de l'argent importe peu, pourvu que le plus grand nombre en bénéficie. Que ce soit le professionnel seulement qui y trouve son compte, le but de l'assistance publique sera manqué.

Le critérium d'une bonne administration, c'est une juste répartition des deniers publics, de façon à ce qu'il n'y ait pas trop de gens qui crèvent de bien-être à côté de ceux qui crèvent de faim. Que tous ceux qui se lèvent de bonne heure puissent recueillir la manne quand elle passe. Soyons fiers non pas de nos hôpitaux, qu'accuse un état maladif de notre société, mais de l'absence du paupérisme. Les "poor houses" en Angleterre n'est pas dimable le nombre des croix-la-mort, et rien ne serre le coeur comme le spectacle des rues de Londres où la misère et le vice grouillent à l'unisson.

Nos futurs gouvernements ont promis d'examiner sous toutes ses faces la question des pensions aux vieillards et les retraites ouvrières, déjà résolues dans les autres provinces. Nous avons foi en leur parole. Nous prions l'esprit libéral de les féliciter, pour que le peuple de la province de Québec soit aussi favorisé que celui des autres provinces du Dominion. Nous aimerions voir le Canada français prendre l'initiative de ces mesures progressistes plutôt d'être le boulet que traînent les autres confédérés. Cessons d'être les empêcheurs de danser en rond. Que nos futurs députés s'affirment, leur valeur leur donne le droit. Beaucoup parmi eux pourraient être brisés. D'ailleurs voir ceux de ma race diriger l'opinion plutôt que de la subir ou de la contrôler. Donnons de l'envie à nos collègues politiques, et pour cela il faut méditer non sur nos fins dernières, mais sur nos fins présentes. Pensons pour ne pas être trop orgueilleux que cinquante pour cent de notre population n'a pas voulu voter par indifférence ou par protestation, ou ne sait trop, contre une politique qui ne sait pas exalter le patriotisme des masses et efforcer-nous de les gagner à notre cause en donnant un aliment à leur passion pour le beau et le vrai.

JULIEN SAINT-MICHEL.

Est-ce bien l'opinion populaire?

Le Conseil des Métiers et du Travail décide de rouvrir toute cette question. — La résolution adoptée en janvier dernier favorisant cette fermeture ne semble pas être l'expression de l'opinion des membres. — Les desirs d'une campagne se dessinent. — La fermeture de deux laiteries et l'attitude des autorités municipales à ce sujet sont à l'ordre du jour. — Du charbon canadien pour les Canadiens. — Le Conseil va-t-il changer sa salle de réunions? — Un comité nommé pour y voir.

Ce qui semblait vouloir être une assemblée paisible et dénuée de grand intérêt s'est terminée par un débat intéressant et mouvementé au Conseil des Métiers et du Travail jeudi dernier; en l'absence du président Foster parti pour assister à la Conférence du Travail de Genève, et celle du premier vice-président Racette retenu par une assemblée de propagande de son organisation, le vice-président Drolet était au fauteuil et présidait l'assemblée avec dignité et beaucoup de fermeté malgré le fait que certains délégués de langue anglaise lui donnèrent du fil à retordre ou tout au moins l'essayèrent.

Ce fut une lettre du l'Union Typographique Jacques-Cartier qui déclencha la discussion; celle-ci informait le Conseil que cette Union avait adopté une résolution protestant contre la fermeture des cinémas le dimanche et en énumérant les raisons; après discussion, il fut recommandé qu'elle fut insérée aux archives, mais non pas toutefois sans que le délégué Black, de l'Union Typographique de Montréal ait exprimé l'opinion qu'il regretterait que cette lettre ait été rendue publique après que le Conseil se fut prononcé.

Mais immédiatement après, aux affaires nouvelles, le délégué Cuppello, de l'Union des Machinistes, proposa la motion suivante: "Que ce Conseil reconvoque la question de la fermeture des cinémas le dimanche à sa prochaine assemblée et que le secrétaire soit instruit de notifier toutes les unions affiliées à cet effet, afin que le plus grand nombre de délégués possible y assistent et expriment définitivement l'attitude du Travail Organisé sur cette question."

A l'appui de sa motion, le délégué Cuppello déclara que l'attitude prise par le Conseil lors de son assemblée du 20 janvier dernier était tournée en ridicule par le fait qu'après que le président Foster eut déclaré à la Commission d'enquête que le Conseil favorisait la fermeture des cinémas le dimanche, d'autres membres du Travail Organisé, bien connus et jouissant de la considération et de l'estime des ouvriers, étaient venus affirmer que cette déclaration ne représentait pas les vues des ouvriers organisés, ni de la classe ouvrière, et que de plus, des unions affiliées à ce Conseil adoptaient des résolutions s'opposant à la fermeture des cinémas le dimanche.

Le délégué Black s'objecta à la motion présentée, déclarant qu'elle n'était pas dans l'ordre et que le Conseil n'avait pas le droit de recourir cette question, ce qui n'était qu'une simple motion de reconnaissance; le président Drolet ayant déclaré cette motion dans l'ordre, il en appela de sa décision, mais celle-ci fut maintenue par les délégués par un vote de 31 contre 5.

Le délégué Girard présenta un amendement demandant à ce que les unions prennent un référendum sur cette question et que le résultat en soit donné à la prochaine assemblée.

Le secrétaire-archiviste Belland déclara que c'était le résultat de prendre des votes à la course et ajouta se rappeler très bien que le vote fut pris après que le président Foster, ayant quitté son siège, prit une part active au débat et répondit à ceux qui s'objectaient au vote, que "ce vote n'avait pas grande importance, parce qu'on savait très bien qu'on ne fermerait pas les cinémas le

dimanche et que cela aiderait les employés de théâtre"; c'est une manière de capter un vote que l'on n'admets pas; on se rend compte aujourd'hui que ce vote n'exprimait pas l'opinion des membres que nous représentons ici, dit-il en terminant.

Le délégué Vergelin s'objecta à cette déclaration que le président Foster avait fait adopter cette résolution à la hâte, il exprima son opinion sur la question et le vote fut pris immédiatement après.

Le délégué Girard déclara qu'il était, avait toujours été et serait toujours contre la fermeture des cinémas le dimanche, tant qu'on n'aura pas trouvé un autre amusement pour les remplacer; mais si tout le Conseil était en faveur de la fermeture je continuerais à être contre. "Je sais, dit-il, que l'expérience l'opinion d'un mois 75 p.c. des ouvriers de Montréal en affirmant que le peuple favorise le cinéma le dimanche et nous n'avons pas le droit de venir leur voter le contraire pour damer le pion à une autre organisation ouvrière, c'est une façon d'agir que je ne puis admettre."

Après que plusieurs autres délégués eurent exprimé leur opinion, le vote fut pris et la motion remportée par 20 contre 5.

Un autre débat suivit de près celui-ci et ce fut le délégué Black qui le précéda avec la motion suivante: "Que ce Conseil déplore la situation actuelle à Montréal causée par l'épidémie de fièvre typhoïde et regrette le temps perdu par les autorités municipales à se soumettre à l'ordre donné par le Bureau d'hygiène provincial de fermer les laiteries. Ce conseil prie les autorités municipales de s'y conformer immédiatement afin de protéger la santé publique."

A l'appui de sa résolution, le délégué Black déclara qu'il est évident que les échevins sont beaucoup plus intéressés à avoir un grand nombre de touristes à Montréal que de protéger la santé des citoyens; il déplore l'apathie du Conseil de ville et croit que la Commission des Liqueurs est pour quelque chose dans la décision prise de ne plus donner le nombre de malades et tout cela pour ne pas nuire au tourisme, ce qui veut dire moins de touristes, moins de whiskey de vendu.

Plusieurs délégués s'objectèrent aux vues exprimées par le délégué Black,

Le cinéma le dimanche

L'enquête de l'honorable juge Boyer sur le désastre du "Laurier-Palace" semble avoir changé de cours; au lieu de discuter les raisons de cette catastrophe, on s'occupe beaucoup plus de savoir si l'opinion publique est en faveur de la fermeture des cinémas le dimanche ou sur l'effet moral des films sur notre population que sur les moyens à prendre pour empêcher le retour de pareil sinistre. C'est le procès de l'écran que l'on fait, la plupart des éducateurs (1), des ministres du culte et représentants de sociétés nationales semblent se désintéresser de l'affaire du "Laurier-Palace" pour venir décrier ex cathedra sur des choses qu'ils ne connaissent que par ouï-dire; comme ils ne fréquentent pas les cinémas, comment peuvent-ils s'ériger en juges et affirmer si le cinéma est moral ou immoral.

Il semble y avoir conflit entre les opinions émises; les uns vont jusqu'à prétendre qu'aler au cinéma le dimanche est une faute grave, tandis que d'autres expriment l'opinion que c'est aller un peu loin et que c'est une pure question de conscience, que ce qui est mal pour l'un n'est pas pour d'autres. Comme le but de l'enquête du juge Boyer n'est pas de faire le procès de l'écran, nous nous demandons de quelle utilité peuvent bien être ces opinions. Si le cinéma est immoral, l'est tout aussi bien les six autres jours de la semaine que le dimanche; s'il est un danger moral et physique dans une salle de théâtre luxueuse, hygiénique et bien agencée, l'est tout autant si non plus dans une salle d'école ou dans un soubassement quelconque.

La question qui se pose est de savoir si le peuple veut du cinéma le dimanche ou non. Qui la décidera? Le seul et unique moyen de savoir si le peuple le veut, c'est de trouver s'il encourage ces théâtres ou non; s'il n'en voulait pas, il n'irait pas et alors ces théâtres se feraient d'eux-mêmes sans avoir besoin d'une enquête pour le décider. La meilleure preuve que le peuple est en faveur du cinéma le dimanche réside dans le fait que 100,000 à 125,000 personnes y vont, qu'il y a toujours salle comble et que le nombre des admissions s'élève à presque le double des autres jours de la semaine. Ceux qui s'arrogent le droit de parler au nom du peuple auront beau faire et dire, ils ne pourront renverser cette preuve convaincante et irréfutable.

Cette question agite à tel point l'opinion publique, que le Conseil des Métiers et du Travail vient de décider de rouvrir toute l'affaire, à sa prochaine assemblée. Nombreux furent les délégués qui affirmèrent que le vote pris à l'assemblée du 20 janvier dernier en faveur de la fermeture des cinémas le dimanche n'exprimait pas l'opinion de ceux qu'ils représentaient, qu'il fut pris tard dans la soirée lorsqu'il n'y avait plus que quelques délégués présents et ce malgré la forte opposition de plusieurs d'entre eux.

Puisque le peuple veut du cinéma le dimanche, pourquoi chercher à le lui enlever? Celui qui croit fermement qu'aller au spectacle le dimanche est une atteinte à la sanctification du jour du Seigneur n'est pas obligé d'y aller, il jouit de son libre-arbitre, c'est une affaire entre sa conscience et lui-même, mais de quel droit chercherait-il à empêcher un autre de jouir de ce même libre-arbitre, est-ce devenu le gardien de son frère? Nous respectons l'opinion des autres mais nous voulons qu'on respecte la nôtre également. Nous ne vivons plus dans les siècles d'intolérance et Montréal n'est pas un village mais bien la plus grande ville du Canada.

SOCIUS.

mais ce fut le délégué Mathieu qui définit la vraie position à prendre, disant qu'il regrette de voir que certains délégués se croient autorisés à insinuer toutes sortes de motifs aux autres et à intervenir dans des questions où les délégués n'ont aucune compétence pour se prononcer, lorsque les mémoires eux-mêmes ne s'accordent pas, allions nous aller faire de plus à la course sur un sujet dangereux et qui peut nous entraîner plus loin qu'on ne pense, et tout cela dans quel but, dit-il, de critiquer toujours et de trouver à redire sur tout. Sur motion du délégué Girard, cette résolution fut renvoyée au Comité exécutif pour étude, ce qui fit dire au délégué Black qu'il valait aussi bien la tirer de suite que de l'envoyer à ce comité.

Au début de l'assemblée, le comité exécutif fit rapport sur les questions suivantes:

Il recommande la nomination d'un comité spécial pour s'occuper de la location d'une salle des délibérations plus confortable. Le comité se compose de MM. Béland, Lynch et Vaillancourt.

Il fait rapport qu'il a étudié une demande qui lui fut faite de prier le gouvernement provincial de faire les élections à date fixe et en été. Il recommande que demande soit faite au Congrès des Métiers et du Travail du Canada de prendre cette question en considération lors de sa prochaine convention, en vue d'obtenir la même chose du gouvernement fédéral.

L'exécutif suggère que le secrétaire soit chargé d'écrire au gouverneur de l'Etat du Massachusetts pour le prier de libérer sans condition les nommés Sacco et Vanzetti.

L'union des ouvriers textiles de l'Etat de New-York, annonce au Conseil qu'elle a signé un contrat de travail avec la Compagnie Beececk, par lequel elle s'engage à n'employer que des membres de l'union internationale. Cette union demande de faire une propagande en faveur des produits de cette filature qui porte la marque syndicale.

Par une lettre adressée au Conseil, M. William Green, président de la Fédération Américaine du Travail, demande de ne souscrire aucun argent à la demande d'un individu du nom de Gillett, un représentant des communistes américains, et qui fut toujours un ennemi de la Fédération.

Les mineurs de l'Alberta, membres de l'Union des Mineurs No 59, demandent au Conseil de s'intéresser à leur demande, savoir, de les aider à créer un marché pour le charbon de l'Alberta, afin de leur procurer du travail. Ils demandent d'écrire aux honorables MacKenzie King et Heagan, afin que le taux de \$7.00 la tonne soit fixé pour le charbon. La question est référée à l'exécutif.

Après quelques affaires de routine, le Conseil s'ajourna au 2 juin prochain.

LA FRANCE NOUS ENVOIE UN DELEGUE

M. Victor Forbin, romancier fera le voyage de la Liaison française.

La France s'intéresse de plus en plus au Canada. Son dernier geste amical est de nous envoyer un représentant qui accompagnera le voyage de la Liaison Française, l'excursion au

mon symbolique qui, pour la troisième fois se rendra, cet été, à la côte du Pacifique par convoi spécial du Chemin de fer national du Canada. On nous mande de Paris que M. Victor Forbin, journaliste et romancier, a été chargé de cette mission spéciale.

Le choix est heureux. M. Forbin nous connaît et est avantageusement connu ici. Il y a vingt-cinq ans il nous rendit visite et depuis il a maintenu un contact intime avec les gens et les choses de chez nous. Ces derniers mois encore on a pu lire de fort beaux articles sur le Canada publiés dans les "Lectures pour Tous", "L'Illustration", "La Nature", "Je Sais Tout", "Les Annales", etc.; articles remarquables par leur sincérité, leur excellente documentation et leur élégance. Ils prouvent la grande connaissance de notre pays que possède leur auteur.

Comme romancier M. Forbin a signé les "Fiancés du Soleil", le "Secret de la Vie" et la "Fée des Neiges". Ce dernier roman est d'inspiration canadienne. Quant aux "Fiancés du Soleil" ou livre en l'honneur d'être rédigé aux Etats-Unis et de servir à l'enseignement du français dans les collèges et les high schools américains.

Nous espérons savoir que M. Forbin profitera de son passage au Canada pour se documenter en vue d'un autre roman canadien. D'autre part il a été chargé par M. René Doumic, directeur de la "Revue des Deux Mondes" et grand ami de notre pays, d'écrire une série d'articles sur le voyage de la Liaison Française, afin de faire mieux connaître en France les activités des groupes français établis dans les diverses provinces du Dominion.

L'intérêt que nous témoigne la grande revue française, instigatrice du voyage de M. Forbin, est déjà un signe de l'importance qu'on y attache à bas et marque un souci de se renseigner sur le Canada français qui ne peut manquer d'avoir d'heureux effets. Les "Lectures pour Tous", revue qui a consacré dernièrement au Canada plusieurs articles importants a aussi demandé à M. Forbin de la représenter. Quant à "L'Illustration" M. Forbin en est le collaborateur attitré.

M. Forbin envoyé de la "Revue des Deux Mondes" et chargé d'une mission spéciale arrivera à Montréal en juin prochain.

Il ne faut pas s'offenser que les autres nous cachent la vérité, puisque nous nous la cachons si souvent à nous-mêmes. — LA ROCHEFOUCAULD.

Province de Québec District de Montréal COUR SUPERIEURE

No F-17881. Dame FANNY ABRAMOVITCH, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Max Yanofsky, du même lieu.

DEMANDERESSE VS MAX YANOFSKY, de la ville et du district de Montréal, marchand.

DEFENDEUR Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

I. POPLIGER Procureur de la demanderesse.

Le Coin des Unions locales

EMPLOYES DE TRAMWAYS

La division No 279 de l'Association internationale des employés de tramways, et chemins de fer électriques, d'Ottawa, a célébré, ces jours derniers, avec un grand éclat, le 20e anniversaire de sa fondation. La fête a eu lieu en la salle Hollyhock. Les employés de tramways de toute la ville ainsi qu'une imposante délégation du local de Hull y assistaient avec leurs femmes et leurs enfants.

Le président de la division No 279, M. J. O. Robinson, salua les invités au nom de son organisation. Parmi les invités d'honneur on remarquait l'hon. Peter Heenan, ministre fédéral du travail; M. M. Tom Moore, président du Congrès des Métiers et du Travail du Canada; Williams B. Fitzgerald, premier vice-président de l'Union internationale des employés de tramways d'Amérique; R. Carson, président du Conseil des Métiers Alliés et du travail d'Ottawa; G. Guilbault, du local de Hull, et un grand nombre d'autres officiers ou membres des unions sœurs de la ville et des environs. Tous portèrent tour à tour la parole, et félicitèrent l'union jubilaire, dont ils rappelaient les progrès et les bienfaits depuis vingt ans.

TAILLEURS DE PIERRE

La discussion du salaire a fait l'objet de la discussion, à la dernière assemblée de l'union internationale des tailleurs de pierre, au No 729a rue Ste-Catherine est. L'assemblée fut des plus nombreuses et attentive aux rapports des officiers. Cette union a adressé ses demandes pour une augmentation de gages au "Builders' Exchange", et les tailleurs de pierre attendent la réponse des entrepreneurs, pour la prochaine séance de l'union, qui aura lieu lundi prochain, 23 courant; "il se peut que d'ici là, à décliner l'un des officiers, l'on ait du nouveau."

DANS LA CHAUSSURE

La question de l'importance de la chaussure étrangère intéressera au plus haut point les ouvriers de cette industrie à Montréal. Depuis surtout que le secrétaire de l'Association des manufacturiers canadiens de la chaussure a donné connaissance du tarif, les travailleurs en chaussures attachent de plus en plus d'importance à cette question. Ce sujet d'intérêt vital a de nouveau été discuté devant le local No 249 des tailleurs de cuir, à leur dernière assemblée.

FERBLANTIERS COUVREURS

L'assemblée régulière de l'union internationale No 116 des ferblantiers et couvreurs avait lieu mardi soir dernier, aux quartiers généraux de la construction, au No 417 rue Ontario est. Un rapport des plus intéressants fut soumis par l'organisateur, M. A. Belland, au sujet de ses entrevues avec les patrons. Tous les membres qui ont changé de domicile sont priés de faire parvenir leur nouvelle adresse au secrétaire.

LIGUE DES ETIQUETTES

Avis est donné à tous les délégués des unions ouvrières à la Ligue des étiquettes unionistes, que les assemblées de cette ligue ont lieu dorénavant le troisième mardi de chaque mois, en la salle de la "Boot & Shoe Workers Union", 729a rue Sainte-Catherine est.

FETE BIEN REUSSIE

Le concert bonnenaire annuel du local No 78 des rembourneurs, qui a eu lieu samedi dernier, au Monument National chambre 15, a remporté un succès sans précédent parmi la classe ouvrière. M. Kolm, président international des rembourneurs et l'organisateur général canadien étaient présents. Il y eut musique, chants, discours et distribution gratuite de rafraîchissements, cigares et tabac.

L'ORGANISATION SCIENTIFIQUE DU TRAVAIL

Le Bureau international du Travail vient de faire paraître une étude de M. Paul Devinat, directeur de l'Institut international d'organisation scientifique du Travail, sur l'organisation scientifique du Travail en Europe.

L'organisation scientifique du travail, dit l'auteur, est la science des rapports entre les divers facteurs de la production, et spécialement entre l'homme et l'outil. Son objet est d'obtenir, par une utilisation rationnelle de ces différents facteurs, un rendement optimum. Elle entend remplacer peu à peu, grâce à une connaissance plus approfondie des facteurs de la production, l'empirisme industriel par des règles de conduite de plus en plus précises.

La préparation de cette étude, qui porte sur l'évolution de l'organisation scientifique du travail, sur les applications réalisées dans les divers pays, sur l'attitude des employeurs, des ouvriers et de l'opinion publique, a pu être en-

CHEZ LES CIGARIERS

L'union des cigariers a tenu mercredi dernier une intéressante séance, en la salle des cordonniers, 729a rue Ste-Catherine est. Plusieurs questions nouvelles furent soumises à la discussion. L'on arrêta les derniers détails pour la campagne de recrutement qui doit commencer incessamment.

Il faut prendre note que vu le changement des numéros dans l'Avenue de l'Hôtel de Ville, le numéro du bureau de l'union est maintenant 1125 au lieu de 239.

UNION DES BARBIERS

L'union internationale No 455, des barbiers-coiffeurs tenu sa séance régulière ces jours derniers. Le secrétaire qui est de retour du bureau général de cette organisation a fait un rapport détaillé du résultat obtenu dans l'intérêt des barbiers de la cette ville et de la province.

OUVRIERS EN FOURRURE

L'union internationale No 66 des travailleurs en fourrure, à sa dernière assemblée régulière, tenue en la salle des employés de commerce, 1059 rue Berri, a procédé à la nomination de ses officiers, pour le prochain terme de 1927.

reprise grâce au concours du Conseil directeur du "Twentieth Century Fund", de Boston. On y trouve consignés les résultats d'une enquête qui devait aboutir à la création de l'Institut scientifique du travail.

Cet institut, fondé en collaboration avec le Bureau international du Travail et le comité international d'organisation scientifique, s'est ouvert à Genève il y a quelques semaines. Subventionné actuellement surtout par le "Twentieth Century Fund", il a pour fonctions essentielles de centraliser et de distribuer toutes informations concernant l'organisation scientifique du travail, d'effectuer toutes les recherches et les études sur la question et de faciliter les contacts entre personnes et institutions particulièrement intéressées aux problèmes d'organisation rationnelle de la production.

En participant à la création de cette nouvelle institution, le Bureau international du Travail s'est conformé à la résolution de la huitième session de la Conférence internationale du Travail qui l'invitait à accorder une attention spéciale aux problèmes d'organisation scientifique du travail, dont l'intérêt social s'affirme de plus en plus.

La confédération canadienne

Soixante années de prospérité.

Le Parlement du Canada est la clé de voûte de l'édifice fédératif élevé en 1867 par l'effort commun des deux races fondatrices. Cet effort fut confirmé par la Chambre des Communes anglaises et sanctionné par le Roi à la Chambre des lords en mars de la même année. La nouvelle constitution en vigueur à dater de la proclamation du 1er juillet 1867, et le 6 novembre le vicomte Monk, premier gouverneur général du nouveau Dominion, ouvrit la première session du premier parlement fédéral canadien.

Cette session dura jusqu'au mois de mai suivant et fut suivie de quatre autres sous la direction de sir John A. Macdonald, premier ministre, qui demanda la dissolution des Chambres du Gouverneur général, lord Dufferin, en 1872. Depuis ce temps, quinze parlements se sont succédés et onze sommes



T. H. M. Geo. P. Graham
Prés. du comité exécutif

M. C. G. Cowan
secrétaire honoraire

Officiers exécutifs
du comité national
pour la célébration
du jubilé de diamant
de la Confédération.

Il y a eu quatorze cabinets, dont huit conservateurs, deux unionistes et quatre libéraux. Les premiers ministres ont actuellement en la première et la deuxième des sessions du sixième parlement. C'est au nombre de dix, et treize gouvernements généraux ont représenté trois Souverains successifs depuis le 1er juillet 1867.

Au cours de ces soixante années les Canadiens ont eu quatre fois l'occasion de prendre les armes, et en deux occasions de combattre à l'étranger. Il y eut d'abord l'attaque des Péniens, la révolte du Nord-Ouest, la guerre sud-

africaine et la Grande Guerre d'Europe. En dehors de cela la vie canadienne a été toute pacifique et vouée au développement économique par son travail, l'immigration et la mise en valeur des admirables ressources naturelles que la Providence nous a accordées généreusement. En dehors de toute acceptation de partis ou de mouvements politiques, on peut dire que l'histoire de la Confédération est sans pareille dans l'histoire du gouvernement démocratique. On n'avait encore jamais vu de si vastes territoires administrés et développés avec un pareil succès par une si minime population. Les autres pays peuvent étudier avec profit les méthodes administratives qui ont fait la prospérité canadienne dans ce qu'elle est aujourd'hui et ce qu'elle promet de devenir, en dépit d'un chiffre de population qui dépasse à peine celui de certaines villes de l'univers. Ce brillant résultat est tout à l'honneur du système parlementaire britannique également à la hauteur des circonstances et des problèmes que ce soit dans l'espace exige des lies britanniques ou dans les "magnifiques distances" du territoire canadien.

Aux premiers ministres que s'est successivement donnés le Canada revient surtout le mérite des admirables progrès réalisés par le pays. Voici la liste des cabinets fédéraux qui se sont succédés à Ottawa:

Sir John Macdonald, juillet 1867 à novembre 1873.
Alexandre Mackenzie, novembre 1873 à octobre 1878.
Sir John A. Macdonald, octobre 1878 à juin 1891.
Sir J. J. Abbott, juin 1891 à décembre 1892.
Sir John Thompson, décembre 1892 à décembre 1894.
Sir Mackenzie Bowell, décembre 1894 à avril 1896.
Sir Charles Tupper, mai 1896 à juin 1896.
Sir Wilfrid Laurier, juillet 1896 à octobre 1911.
Sir Robert Borden, octobre 1911 à octobre 1917.
Sir Robert Borden, octobre 1917 à juillet 1920.
T. hon. Arthur Meighen, juillet 1920 à décembre 1921.
T. hon. W. L. Mackenzie King, décembre 1921 à juin 1926.
T. hon. Arthur Meighen, juin 1926 à septembre 1926.
T. hon. W. L. Mackenzie King, septembre 1926.

Publié par le Comité National pour la célébration du soixantenaire de la Confédération.

BOURSE D'ECONOMIE POLITIQUE DE LA BANQUE ROYALE

Le Canada est en train de faire des progrès si rapides dans toutes les branches de l'industrie et du commerce que le recrutement du personnel prend tous les jours plus d'importance. La discussion des problèmes internes et externes du Canada aidera à former une opinion publique bien renseignée qui sera intéressée à ce que les problèmes économiques du gouvernement et de l'industrie soient résolus et ajustés d'une manière équitable et satisfaisante. Dans le but d'amener cette discussion des problèmes économiques du Canada, dans le but également d'encourager des études avancées en Economie Politique, Banque et Commerce, et d'aider les bons étudiants désireux de se perfectionner dans cette voie, la Banque Royale du Canada accordera une bourse à tout étudiant suivant les cours réguliers d'une université canadienne, qui soumettra le meilleur essai sur l'un des sujets désignés pendant la prochaine année académique. La bourse aura une valeur de \$1,000.00 et permettra à l'étudiant de se livrer à des recherches dans la Section Economique de l'Importance quelle université canadienne. Les sujets pour 1927-28 seront annoncés le 20 mai 1927.

Les compositions seront soumises aux conditions suivantes:

Les compositions ne devront pas dépasser trois mille mots, et la préférence sera accordée à celles qui éviteront les mots techniques et qui seront les plus pratiques.

DEMANDEZ ASK FOR
LA BIERE THE POPULAR
POPULAIRE BEER

↓

MOLSON

↓

Brassée à Montréal depuis 139 ANS
Brewed in Montreal since 139 YEARS

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East. President, J. T. Foster, 747 Stuart Avenue; Corresponding Secretary, J. Pelletier, 3 Craig Street East.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. — To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French or English language). — The following organizations comprise Council: — Typographical Union, No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union, No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 52; Bookbinders Union, No. 91; Photo-Engravers' Union, No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union, No. 31; Millers' Union, No. 39. President, Thomas Black, Vice-President, A. F. Ricard; Recorder, J. Pelletier; Secretary-Treasurer, James Philip, Room 1, Ottawa Building, 249 St. James Street; Executive, I. Levaclair, H. Marcotte, A. Query; Auditors, J. R. Moore, G. Bruneau, J. G. Fugère.

TIPOGRAPHICAL UNION No. 176 — Meets every 1st Saturday at No. 245 St. James Street. Thomas Black, President; Secretary-Treasurer, James Philip, Room 1, Ottawa Building, 249 St. James Street; Business hours: 9 a.m. to 5:30 p.m.; Saturday: 9 a.m. to 12 p.m.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER, No. 145 — Assemblée le 1er samedi du mois, salle des Cordonniers, 729a, rue Sainte-Catherine Est. Président, Joseph Gauthier, 729, rue Lafontaine; Sec.-arch., A.-F. Ricard, 439a, rue Brebeuf; Sec.-financier et trésorier, Louis Gaudouy, 201, rue St-Jacques.

UNION DES RELIEURS, Local 91 — Assemblée tous les 1er et 3e mercredis de chaque mois, à la salle de l'Union, 8 rue Craig Est, à 8 h. p.m. Président, Albert Julien, 3, rue Craig Est. Sec.-financier, et agent d'affaires, J. Pelletier, 3 Craig Est, chambre 22-23; Téléphone: 444-2724.

UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS DE PIERRE DE MONTREAL — Assemblée tous les 1er et 3e lundis de chaque mois, à 8 heures du soir, à la salle des Cordonniers, 729a, rue Sainte-Catherine Est. Président, Blot Faquette, 5250, rue Fabre; secrétaire, Octave Jette, 5135, rue Larrieu.

CONSEIL DE DISTRICT DES CHARPENTIERS-MENUSIERS D'AMERIQUE — Président, Arthur Martel; vice-président, W. H. Warren; secrétaire-archiviste et financier, J. E. C. Racette; trésorier, F. Elkin. Bureau: de 8:00 a.m. à 5:00 p.m., au No 417, rue Ontario Est. Téléphone: Est 3110. Assemblée tous les mercredis, à huit heures du soir.

CHARPENTIERS-MENUSIERS — Union locale No 1558, Maisonneuve. — Assemblée tous les vendredis, à 8 heures du soir, au No 1800, rue LeTourneur (Temple des Buffalo). Président: J. A. Chamberland; vice-président: U. Vigeant; secrétaire-archiviste: G. Froulx, 2445, Boulevard Pie IX; secrétaire-financier: A. Robert, 1595, rue LeTourneur; secrétaire-trésorier: J. W. Corbett, 435, rue Lacordaire; conducteur: Thos. Dory; gardien: Jos. Hano.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERS-MENUSIERS D'AMERIQUE, LOCAL 134 — Ernest Boucher, Président, 1923, rue Dufresne; Art. Mayor, Vice-Président, 45, rue Ricard; Napoléon Kéandier, Secrétaire-Archiviste, 213, rue Saint-Germain; J. A. Roy, Secrétaire-Financier, 1824, rue Wolfe; Ernest Thadée, Secrétaire-Trésorier, 1314, rue Gifford. Le local s'assemble tous les lundis soirs, au No 417, rue Ontario Est, Salle No 1.

LOGE SAINTE-MARIE No 234 DE LA FRATERNITE DES WAGONNIERS DES VOIES FERREES D'AMERIQUE — Assemblée les 1er et 3e vendredis de chaque mois, au No 417, rue Ontario Est. Président, L.-A. Heaudry, 1828 Desjardis; vice-président, H. Massé, 879, Montigny; secrétaire-archiviste et correspondant, C. Miron, 1927, Fulham; secrétaire-financier, R. B. Lamarche, 4533, Desjardis; trésorier, A. Beaudry, 2345, Aylwin; guide, E. Deniger, 2990, Hochelaga; maître de cérémonie, Jos. Da-fault, 1828, Pompart; gardien, A. Beaudin, sentinelle, A. Asselin, 2057, Wolfe. Comité local de Protection: Louis Morin, président, 1453, Chabot, Amherst 4112; L.-A. Heaudry, secrétaire, 1828, Desjardis, Chabot 4810m; Geo. Gauthier, 1957, Desjardis, Calumet 2159, sonnez 3; A. Noelle, 412, Fulham, Amherst 5733; W. Leclair, 2404, Des Erables, Amherst 9025.

UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS — Local 409. — Assemblée tous les lundis de chaque mois à 8 heures p.m., 417 Ontario Est. Président, C. A. Mondon, 881 Montigny; sec.-arch., D. Mondon, 4661, Brébeuf; sec.-financier et agent d'affaires, J. P. Boisselle, 4649, avenue Dufresne. Bureau: 417, rue Ontario Est.

UNION BROTHERHOOD OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA, LOCAL 124 — Meets every Tuesday evening, at 21 St. Andrew St. East, at 8 o'clock. President: D. B. Bruce; vice-president: J. Elkin; recording secretary, Richard Lynch, 402 St. Andrew St. East; financial secretary, L. King, 155 McCord St.; treasurer, James Fraser, 525 Greene Avenue.

UNION DES TRAVAILLEURS EN CHAUSURES (H. & S. W. U.), Local 449 — S'assemble tous les vendredis, au No 729a, rue Sainte-Catherine Est. Président: G. N. Déchamps, 408 Denzoullay; Secrétaire: Noël Gervais, 2112, rue Wolfe; Agent d'affaires: Charles Mckercher, 729a, rue Sainte-Catherine Est. Téléphone: Est 1116.

BOOT AND SHOE WORKERS' UNION, LOCAL 267 DE ST-HYACINTHE — Assemblée tous les vendredis à 8 heures du soir, au No 71, rue Montcalm. Président, Ernest Gendron. Secrétaire-Trésorier, Arthur Brodeur, Village St-Joseph, St-Hyacinthe; trésorier, C. E. Lemieux, 10 rue St-Simon.

BOOT AND SHOE WORKERS, No. 266 — S'assemble tous les vendredis du mois à 8 heures p.m., au No 729a, rue Sainte-Catherine Est. Président, Paul Gagné; secrétaire-archiviste, N. Poirier, 245 des Erables; secrétaire-financier, et agent d'affaires, Charles Mckercher, 729a, rue Sainte-Catherine Est.

UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS — Local 409. — Assemblée tous les lundis de chaque mois à 8 heures p.m., 417 Ontario Est. Président, C. A. Mondon, 881 Montigny; sec.-arch., D. Mondon, 4661, Brébeuf; sec.-financier et agent d'affaires, J. P. Boisselle, 4649, avenue Dufresne. Bureau: 417, rue Ontario Est.

MUSICIANS' PROTECTIVE ASSOCIATION OF MONTREAL, Local No. 469 — A. F. Levesque, Président; secrétaire, J. G. Gauthier, 1552, rue Saint-Denis. Président, Jean Grouin; vice-président, G. Agostini; 2e vice-président, J. H. Delcœur; secrétaire, J. J. Paquet; trésorier, Aug. Provost; agent d'affaires, A. Hamel. Bureau du secrétaire-trésorier: 1550, rue Saint-Denis, chambre 10. Tél.: 444-2724. Assemblée de bureau: 10 h. du matin à 12 h. 30 de l'après-midi.

UNION INTER. DES TRAVAILLEURS EN FOURRURE, No 66 — Assemblée tous les 1er et 3e mercredis, à 8 heures du soir, à la salle de l'Union du Commerce, 149 rue Berri. Prés., Arthur Paquette, 150 Chambray; Sec.-arch., A. Beaudry, 986, De Gaspe; Trés., G. R. Bourgeois, 130 Amherst; Agent d'affaires, A. Roy, 1824 Sainte-Catherine Est.

BRICKLAYERS, MASONS AND TILE LAYERS' INTERNATIONAL ORGANIZATION, LOCAL 4 OF MONTREAL — Meeting every 2nd and 4th Tuesday, at 70 Jeanne Mance St. Office address, 70 Jeanne Mance St., Room No. 5. Tel. 174. Local 4, 5773, President, Joseph Verdon, 229 Harvard Ave., Westmount. Tel. Walnut 1000. Financial Secretary and Business Agent, Henry Bull, 2544 Duroie, Tel. Cal 6058.

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Sous le contrôle du Gouvernement de la Province de Québec

FRANCIS PAYETTE, Surintendant

Entrée des hommes: 8 rue St-Jacques.
Entrée des femmes: 61 Notre-Dame E.

Heures de bureau: 9 a.m. à 5 p.m.
Tél.: Dépt. des hommes: Main 2841
Tél.: Dépt. des femmes: Main 2183

Nous plaçons gratuitement, les hommes, femmes et jeunes gens. Nous offrons du travail aux Journaliers et Ouvriers appartenant à tous les corps de métiers: Dans les fabriques, les usines, les travaux de la construction ou de l'agriculture. Nous offrons des places dans les Hôtels, Restaurants, bonnes places pour domestiques, hommes et femmes. Ingénieurs, Chauffeurs, Débardeurs et Terrassiers, Comms et Sténographes. Les propriétaires et les agents des chantiers sont tout spécialement invités à présenter leur demandes au Bureau Provincial.

COLDS

Go after that cold with Minard's Liniment. Put Minard's on chest and throat. Take a half teaspoonful mixed with syrup. Also heat and inhale Minard's. No cold can stand that treatment.

Minard's is excellent for grippe, influenza, bronchitis, asthma and all similar ailments.

The Great White Liniment

MINARD'S
"KING OF PAIN"
LINIMENT

L'amour de la vérité, la soif de la vérité, la ferme résolution de la garder fidèlement, voilà la base de l'éducation et de la dignité humaines.—V. Channing.

Il y a Toujours une Raison!



"Propreté Rigoureuse"

Le brassage de...
Dow Old Stock Ale
exige, outre l'emploi
d'ingrédients de la plus
haute qualité, l'exercice
de la propreté la plus
rigoureuse.

Aussi, est-ce avec le soin le
plus attentif que ce fait cha-
que opération du brassage
de cette excellente bière.

Dow

Old Stock Ale
mûrie à point

Prime par la Force et par la Qualité

Le seul journal ouvrier bilingue de la province de Québec. La meilleure arme entre les mains des travailleurs.

The Labor World



Le Monde Ouvrier

The only bilingual labor paper in the Province of Quebec. The most efficient medium laborers have ever had.

13th Year — No. 21

SAMEDI, 21 MAI 1927 — MONTREAL — SATURDAY, MAY 21, 1927

PRICE: 5 CENTS

Against Tory Anti-Unionism

What the "Blacklegs' Charter" Will Do

If the pending anti-trade union bill passes in England, and the courts declare a strike illegal (and no union can know beforehand if they will), the protection of the Trades Disputes Act is automatically withdrawn. This means that any employer whose employees have struck can sue the union for damages. The Taff Vale decision, against which the trade unions fought for five years, is then restored in all its vigor. That single case cost railway workers \$219,000. If the bill is approved a single strike in any large industry that is declared illegal will probably bankrupt the union concerned. There will be no money left for benefits and the strength of the union will be undermined. The government is counting on this to prevent any strikes by holding over the unions' heads the threat of destruction.

Despite a nation-wide protest by organized labor and sympathizers, the government's anti-trade union bill passed the second reading in the British House of Commons.

The bill as amended makes illegal any strike "designed or calculated to coerce the government either directly or by inflicting hardship upon the community."

Civil employees must sever all connection with trade union movement, and political activities of organized labor will be subject to drastic regulations.

During the past week great labor demonstrations against "the Blacklegs' Charter" have been held throughout Great Britain.

Winston Churchill, a leader of the government forces, indicated that these demonstrations will not affect the passage of the bill. At a meeting of 10,000 Conservatives in London he revamped all the familiar anti-union cries, and insisted that the nation is threatened by "a power which demands a different set of loyalties from those which are due the state." As the meeting was approved by Premier Baldwin, the struggle indicates that for the present all talk about "better understandings between capital and labor" is ended.

Every effort is made to create the opinion that last year's national strike is behind the bill. The workers insist that this claim is window dressing. They show that within the past seven years eleven attacks have been made on organized labor by Conservatives in the House of Commons.

Trade unionists claim that the pending legislation will only make matters worse. James H. Thomas, secretary of the National Union of Railway Men, declared on the floor of the House of Commons that anyone who believes the bill will stop strikes when working standards are threatened is living in a fool's paradise.

It is absolutely necessary for all those who really wish for better conditions for themselves, not only to join the union, but to take an active interest in its work.

There is no easy way. Freedom and rights come as a result of organization and struggle. When obtained, they can be maintained only through eternal vigilance.

Nothing can check our progress, if the members of organized labor will always demand the Union Label.

Give a helping hand to the brother who needs it. Don't wait to be asked for aid. If the man working with you is stuck, and you can help him out of his difficulty, do so gladly. Some day you may need help yourself. Charity, you know, is the greatest of all virtues.

The Honourable Peter Heenan

Minister of Labor. — From the Locomotive Cab to the Privy Council Chamber.

By BERNARD ROSE

From the cab of a ponderous thundering locomotive, to the almost sacred precincts of his Majesty's Council Chamber, is an achievement, that entitles the one who has so succeeded, to the praise and admiration of his fellow citizens. Quite as striking is the sartorial transformation, from greasy overalls to the elaborately embroidered gold braid Windsor uniform.

One's outlook on life, is as a rule, colored and influenced by environment. To look at the country through which one passes whilst in charge of a locomotive, and later deal with, and discuss questions of State with the nation's foremost citizens, requires intellect and judgment, the development of which, makes for a statesmanlike conception, of the duties and responsibilities of those who are called upon to shape the nation's destiny.

In democratic countries, ability and determination to succeed are of greater immediate and potential value than birth, rank, or wealth. The democracy, likes to encourage men who know how to appeal to it and get its confidence. Hence, we find that in countries with a popular form of government, men rise to greatness and distinction, who otherwise would be denied the opportunity of taking their rightful place, and contributing to the building up of the nation.

Slowly but surely through the spread of education, members of the working classes have demonstrated, that although denied the higher educational privileges which comes so easily to the sons of the rich, they possess the qualifications justifying their being chosen to assist in the Government of their country. Synchronizing with the educational opportunities made available to the children of the masses, was the greater attention paid to the representations made by the leaders of the workers.

In practically every industrial country, one of the important Cabinet positions is that of the Ministry of Labor. No longer is the worker ignored, since his voting strength is

such, that he can make or unmake Governments. The political parties recognize labor's strength and from time to time, make concessions which increase the power that the organized workers can exercise.

Canada's first Minister of Labor was the present Prime Minister, the Right Honorable William Lyon Mackenzie King. Before a special department of labor was created, Mr. King acted as Deputy Minister. At the time of his appointment to this position, he was by training and temperament, the best qualified person in the Dominion of Canada, to successfully carry out its duties.

Realizing that Labor was entitled to be heard and represented, the late Sir Wilfrid Laurier had an act passed, whereby the department of Labor was detached from the office of the Post Master General and made separate.

Those who succeeded Mr. King, could point with pride to the first incumbent of this portfolio and declare, that to successfully administer it, required special and profound knowledge of social, economic, and industrial conditions.

The successors of Mr. King were all men of good judgment, thoroughly equipped with the requisite knowledge to administer the Department, to the satisfaction of the leader of the Government and the country generally. Although regarded by some, as one of the minor departments of the Government, it is nevertheless, one of the important, and to properly administer, necessitated the selection by the Prime Minister of one thoroughly qualified. When the present Government was returned to power, and as usual rumours were abroad as to the likely appointees to the respective portfolios, the one name most prominently mentioned as Minister of Labor, was the Honorable Peter Heenan. Some who had hardly heard of Mr. Heenan, wanted to know who he was. It is my purpose to tell the readers of the "Labor World" and the public, something of the quiet, inoffensive, modest, and extremely reticent individual who was trans-

ferred from the engine driver's cab, to a seat in the Cabinet Chamber.

Mr. Heenan is brought into constant contact with the leaders of organized labor. They regard him as one of themselves, and expect that he will do his utmost at all times, to sympathetically and favorably consider representations made on behalf of the workers. One of the chief measures which the Department administers, is the industrial Disputes Investigation Act. This act has been discussed and written about more than any other statute passed by the House of Commons. Its purpose is to promote peace in industry. Experience has shown it to be a most effective instrument in preventing strikes and effecting settlements of what otherwise might have been very serious industrial disputes. The work of the Department of Labor, is not by any means, confined to administering the Lemieux Act. It has a number of activities each of which in some way, affect the public.

Mr. Heenan is of medium stature, and somewhat slim of figure. He impresses one as being desirous at all times, of preventing discord. He is a natural conciliator. As already remarked, he is a man of extreme reticence and could easily carry off first prize from his colleagues, on the score of being not only extremely modest, but sparing of speech. Scripture refers to the Minister of Labor, since we find in reading the Gospel of St. Matthew, verse 9, chapter 5, that: "Blessed are the peace makers for they shall be called the children of God."

More than one working man's wife and family, have reason to bless the Minister of Labor and the Department which he directs, for preventing a dispute, the beginning or continuance of which, would have caused them great suffering and privation.

Mr. Heenan, came to Canada in 1902. He has thus resided in the Dominion for a quarter of a century. His rise to national fame, has been very rapid. At his name implies, he comes of sound Irish stock, and was born on February 19, 1874, at Tullara, County Down.

From the Green Isle, he went to England, and attended the public schools, in that country. He early took a liking to railroad work and quickly showed, that he possessed the requisite ability, that in time, would enable him to attain the coveted rank of locomotive engineer. Following the example of a great many of his compatriots, he emigrated to the newer and larger field when Canada offered in the way of professional and political advancement. He took up his residence at Kenora, and quickly won his way into the esteem and affection of those with whom he lived and associated.

"Peter, as he is familiarly and affectionately called, is known to every child in the district. They look upon him as one of themselves, and at a recent function, which the Minister attended, he recited an amusing incident which occurred upon his return to his home town after having been sworn in as one of his Majesty's Privy Councillors, and Minister of Labor.

On his way to Kenora, hundreds shook hands with him and congratulated him as the Honorable Peter Heenan. It was only when he got into the station, that while his fellow townsmen were waiting to acclaim him he learned, that the younger element still regarded him as of yore, since one youngster running along the platform, asked those whom he accosted, "Where's Pete Heenan's car?" Mr. Heenan related this story with considerable gusto.

Mr. Heenan got his first taste of public life by his election as Alderman for Kenora. He held this office for five years. He also stood very high in the councils of his fellow craftsmen, who elected him chairman of the Association of Locomotive Engineers, which post he held for eight years.

He soon won his way into the hearts and confidence of the people in and around Kenora, that they insisted that he broaden out, and he finally assented, by standing for the Legislative Assembly, and was elected a member of the Ontario Legislature at the general elections in 1919. His popularity and strength were such, that he was returned unopposed in 1923. Although he spoke but seldom in the Legislature, he was listened to by his colleagues with marked respect. They knew him to be a man of broad views and thoroughly versed in all that related to the welfare of labor. Those who interested themselves in his career, felt that having served in the Legislature, he should go higher. Again acceding to the wishes of his friends and admirers, he resigned his seat as a member of the Legislature, and accepted nomination for the Dominion House. This was at the general election in 1925. He was re-elected at the general election the following year.

Having such a record of unbroken success, it was a foregone conclusion that the leader of the Government would ask him to accept the portfolio of which the Prime Minister himself was the first holder. Mr. Heenan represented the Independent Labor Party at the British Commonwealth Conference that was held in London, England, in July 1925. He created a

Does Power Mean Anything to Labor?

Production is the great god of our time. From the Pacific Coast, from whence a great deal of big news comes, we are informed that another step toward greater productive power has been taken.

Frank G. Baum of San Francisco is announced as the inventor of a device called the synchronizing condenser and regulator.

This device, it is announced, makes possible the economical transmission of electric power in large amounts over great distances.

Down goes the last barrier to long distance transmission of hydro-electric energy.

New stores of power will be released for manufacture. The great god of our time — production — gets another big meal for his already distended abdomen.

The new device has been bought by Westinghouse, which also fits in with the gospel of our time. Westinghouse will control the device by which long distance high power transmission is possible and will, more or less, control the use of the invention — and reap a proportionate profit.

There is a constant speeding up of the rate of mechanical progress. It is one of the biggest and most important problems of the age. But few watch it — still fewer even begin to understand it. And that is the one big misfortune in the whole equation!

What Is A Great Man?

The magazine, "Overseas", has taken some sort of pains to gather a consensus of opinion as to Scotland's greatest men during the last two centuries. The names which come out on top are Robert Burns, David Livingstone, and Walter Scott.

Financially, it would be hard to find three poorer men in the world while they lived:

This is not very complimentary to the tribute-receiving section of humanity, is it?—when we read that Burns was hinted out of a little government job he had for making truthful poems

very favourable impression and those who met him, were convinced that in Peter Heenan, the workers of the Dominion had a champion in whom they could place the utmost confidence. Mr. Heenan has the happy faculty of surrounding himself with advisers who are not only extremely loyal to him, but want nothing better than an opportunity of rendering the Minister every assistance they can.

One gentleman whom he consults quite often, is, his diplomatic, affable, experienced, and shrewd Private Secretary Lieutenant Colonel Schnarr. Colonel Schnarr, understands the Minister's mind and regards him with the same affection as he would his own brother. He comes from the same district and his friends are also those of the Minister. He can thus give him friendly and sound counsel, that a Minister holding a responsible position is always anxious to get.

The Deputy Minister of the Department, Mr. H. H. Ward, although a comparatively young man, has shown himself to be a tireless worker, anxious at all times to acquire information that in any way is of interest or profit to the Department. He is thoroughly conscientious in the carrying out of his duties. Mr. Heenan is likewise the fortunate in having as one of the special representatives of the Department with headquarters at Montreal, Mr. E. McQuirk. Mr. McQuirk has been associated with the Department for several years, and under successive Ministers. He has won golden opinions for his tact, splendid judgment and courteous firmness.

Assisted by such devoted and able officials, there is no doubt that the Department over which he presides, will be most ably and successfully administered of the several that make up the Government of this country.

about the strutting rich of his day; when Livingston dwelt in the heart of Africa, lost to the white world for sixteen years, in order that he might eventually introduce the blacks and the whites to each other; when we remember that Sir Walter died struggling to pay his debts.

Does not a lumberjack really need his swear-book for a few honest minutes in order to explain what he thinks of the society who could allow some insignificant profiteer to fasten the word "debt" to three men to whom mankind owes nearly as much as to Jesus himself.

Who would know the name of one of these Mammoth-titled tribute-seekers but for their persecution and neglect of the very men whose shoelatchet they were not worthy to unloose? They lived and strutted great in their foolish estimation and are remembered only in the shame of Herod and Pontius Pilate.

Will it always take 200 years for a tributing world to discover that our greatest and grandest are our neglected poets and philosophers who can not be invited to the contemporary society functions because of their shabby clothes and lack of dashing equipage?

Yet such men continue to suffer it all in order to show that there is a way for man to live comfortably in life as well as great history.

Their watchword is always: "Brotherhood. Why do we take as long to tag that magic word where they wore it: on the heart?"

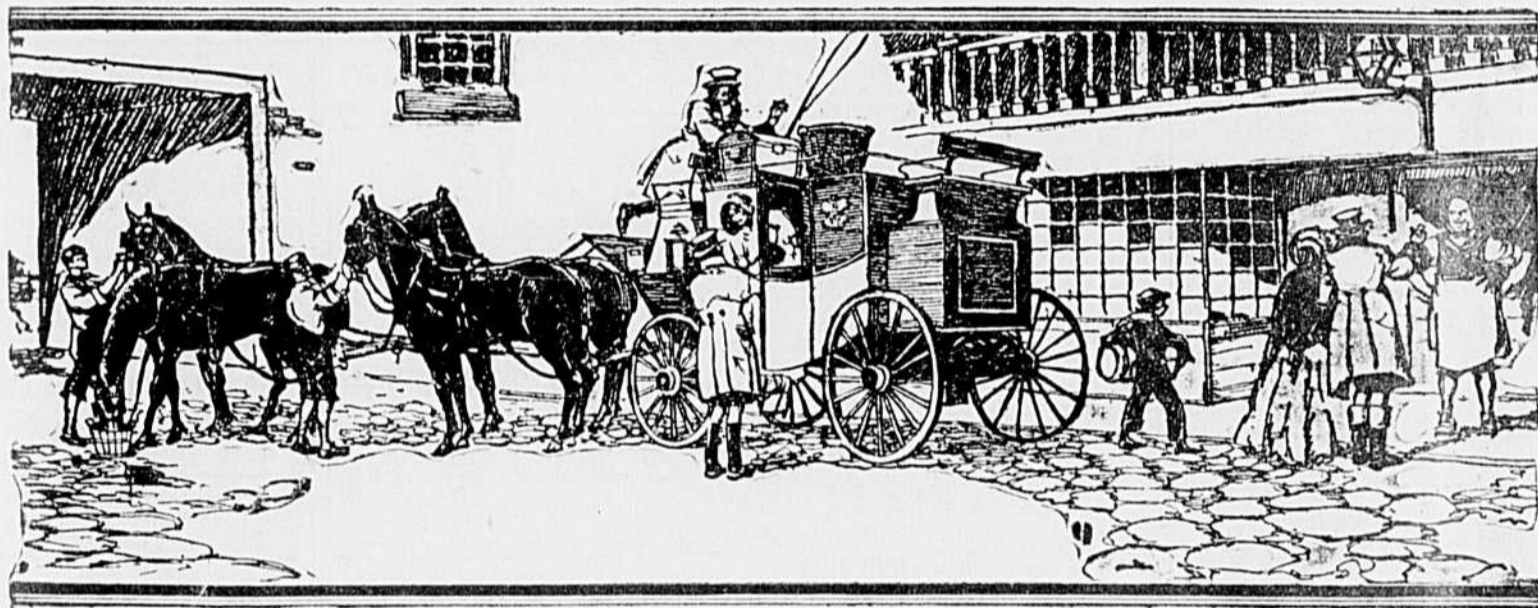
L. S. HENRI.

STATE COLLECTS WAGES FOR UNPAID EMPLOYEES

During 1925 and 1926 the Colorado Bureau of Labor Statistics collected \$11,993.68 in wage claims submitted by Colorado workers against employers. There is no legal authority for such activity by the bureau. But the almost helpless condition of those who apply for assistance prompts the office to do all it can to secure for the claimants the wages rightfully due them.

The hostility of employers to the bureau's wage collection system is revealed by the bureau's statement that in a majority of cases a final settlement is not effected until a large number of trips are made.

Our friends are like our clothes—unless they wear well, we get little satisfaction out of them.



DAWES

BLACK HORSE

Ale et Porter



La même qu'autrefois
Bière naturelle très bien vieillie avec
plus de cent ans d'expérience



SUPERIOR TRAIN SERVICE

Everywhere—At Convenient Hours

(Eastern Standard Railway Time)

Montreal-Quebec	
From Windsor Station	
Lv. Montreal	* 9.15 a.m.
" "	* 11.15 p.m.
(Standard sleepers and compartment sleeping cars on night train.)	
From Place Viger Station	
Lv. Montreal	* 9.50 a.m.
" "	* 4.00 p.m.
" "	* 11.40 p.m.
All trains arrive Palais Station, Quebec.	

Montreal-Sherbrooke	
From Windsor Station	
Lv. Montreal	* 7.45 a.m.
" "	* 12.30 p.m.
" "	* 3.10 p.m.
" "	* 7.00 p.m.
Cafe-Parlor Cars on 12.45 and 7.00 p.m. trains.	
Parlor Cars on 7.45 a.m. train except Sunday.	

Montreal-Ottawa	
From Windsor Station	
Lv. Montreal	† 7.10 a.m.
" "	* 8.30 a.m.
" "	* 12.45 p.m.
" "	(via Lebel)
" "	† 3.00 p.m.
" "	* 6.00 p.m.
" "	* 6.45 p.m.
" "	* 8.15 p.m.
" "	* 10.15 p.m.
Parlor Cars on all trains except the 10.15 p.m.	
From Place Viger Station	
Lv. Montreal	* 7.35 a.m.
" "	* 4.45 p.m.

Montreal Toronto-Hamilton	
From Windsor Station for Toronto Union Station	
Lv. Montreal	† 7.00 a.m.
" "	* 9.45 a.m.
" "	* 12.45 p.m.
" "	* 11.00 p.m.
For North Toronto Station	
Lv. Montreal	† 9.30 p.m.
Through service for Toronto, Union Station, and Hamilton, Ont.	
Lv. Montreal	* 10.00 p.m.

Explanation of signs—

* Daily. † Daily except Sunday. ‡ Daily except Saturday.

TICKET OFFICES:—141-145 St. James St., Tel. Harbour 4211, or at Windsor, Place Viger, Mile End, Westmount and Montreal West Stations.

Sunday Theatre Closing Debate

The Montreal Trades and Labor Council decides to reopen the whole question. — Was there a "snap" vote taken on January 20? — Delegates very emphatic in their protest. — Aldermen prefer tourists to citizens' health is the statement made by Delegate Black. — The fever epidemic and the closing of two dairies. — Canadian coal for Canadians, new slogan. — Will the Council change its meeting hall? — Committee appointed.

When the Montreal Trades and Labor Council adopted the resolution favoring Sunday closing of theatres, was it the expression of opinion of the workers or not, that was the keynote of the debate that took place on Thursday last at the regular meeting which was presided at by Vice-President Drole in the absence of President Foster who is en route to Geneva to attend the International Labor Conference.

And by an overwhelming vote of 31 against 5, it was decided to reopen the whole question of Sunday closing of cinemas at the next meeting of the Council.

The discussion started after the reading of a communication from the Jacques-Cartier Typographical Union declaring that they have passed a resolution against Sunday closing but as the communication did not contain any request to the Council to take action on the subject matter, the communication was received and placed in file without any further comment, but under the head of new business, Delegate Cappello, of the Machinists' Union, took occasion to open the debate saying that the Council was being ridiculed everywhere, and he wanted to give members a chance to discuss the question once more, and to take a vote which would be really representative of the view of organized labor in Montreal. He moved that the question be reopened at the next meeting and that all unions be notified to send their delegates loaded with arguments pro and con. He commented the fact that while President Foster had spoken before the Royal Commission he had said that the Trades Council was in favor of Sunday closing and immediately after that several prominent labor men had come and declared that they wanted the theatres kept open, and that this resolution did not express the opinion of the majority of the members of Organized Labor.

With that motion arose almost an hour's debate over rules of procedure. It ended with Delegate Girard moving an amendment to the effect that unions be asked to take a referendum which would reflect the views of their members. It was while delegate Beland was speaking on that amendment that Mr. Foster was dragged into it. "Every-one remembers what took place at that meeting of January 20," he said. "When at the last moment some delegates objected to the vote, President Foster said: 'Oh, let it go! We know very well they will not close the movies and we shall be aiding the moving picture operators. That was advancing a principle in a manner I do not like. The vote was pulled through, and no vote should be pulled through.'"

That attack brought Delegate Vergelin to the rescue of Mr. Foster. "I was here, and I do not think it can be said that Mr. Foster railroaded the meeting. He stated his views, and we voted after his speech, and he said that, to be consistent with our policies, we should do all we could in future to abolish Sunday work, and we should not ask that others work on Sunday just for our pleasure." Delegate Girard announced that he had always been for Sunday movies "until such time as something is invented which will replace the theatre for the workingman."

It was decided that there was no time for the referendum which Delegate Girard proposed, and the main motion then carried.

Another very interesting debate took place upon a motion presented by Delegate Black of the Montreal Typographical union reading as follows:

"That this Council deplores the situation which exists in the city of Montreal today with reference to the typhoid epidemic, and regrets the time lost in putting into effect the order which has come from the provincial authorities, and resolves that this Council demand the municipal authorities to give effect to the order from the provincial authorities and to close immediately the two dairies affected, to the end that the health of the citizens be not further subjected to the virulent disease of typhoid."

Delegate Black said that the provincial authorities have ordered two dairies closed, and we have also been informed by the press that so far the city has taken no action on the order, and that those dairies are still operating. It seems to be a question of deciding the proper authorities who are to execute the order from the province of Quebec. This is too serious a matter to be shelved merely for a question of red tape. It seems to me that the aldermen of Montreal are more concerned about the question of tourists than they are about the health of the citizens of Montreal. It might almost seem to me that the Quebec Liquor Commission has something to do with this thing here, and while the milk is no good, the whiskey is very good, and the authorities are adopting a hush, hush policy about milk to boost the booze.

"The rumor is quite prevalent as to various reasons for keeping this thing quiet. It has been suggested that a certain local bank is now operating one of the dairies concerned. Whether that is true or not, it all seems to indicate that the authorities of this time are more concerned with finance than with health, and I think we should go on record in the most emphatic terms by asking the civic authorities immediately to give effect to the instructions of the province of Quebec, and if the proper authorities do to this are not in town, then let the province of Quebec exercise its rights and close those two particular dairies outside of the 48 hours which, I understand, constitute the time which the province has to give to the city to make the execution."

Delegate Girard objected to the motion, saying that there might be legal proceedings in the air, and he did not want the Council to become embroiled. He moved an amendment which would send the whole matter to the executive committee of the Council for study.

"I think we should note the fact that Ald. Brodeur was very emphatic in stating that there was no such thing as typhoid epidemic," said Delegate Dixon, "and that despite the fact that there were deaths daily." He stood for passing the resolution.

Delegate Mathieu was for caution in handling the question. He pointed out that the city authorities, including their legal and medical experts, are hesitating to apply the order. "Are we going faster than they?" he demanded. "After all, I ask what is our competence to deal with this question? Are we not on a terrain that is foreign to us? It seems to me to be a question for the medical men, and they are not agreed that it is the medical men who are at fault." He emphasized, too, that the executive could not be blamed for the inaction on the provincial order. It had reached the city only yesterday morning, and the members of the executive had been summoned by wire.

The vote was called, and the amendment sending the matter to the executive carried.

Previously in the meeting, the Executive Committee presented its report which contained the following clauses: Your Committee had under consideration a letter from the Joint Council No. 17 of the International Boot and Shoe Workers' Union offering three suggestions to be studied by the Committee.

The first suggestion is to change the meeting place of this Council for the reasons that the actual meeting place is not suitable, it is not heated properly, and the delegates are liable to contract diseases in attending the Council meetings.

"Your Committee wishes to inform the delegates that this question has already been discussed by this Council with no practical results, but has no objection that this question be reopened again, and recommend that a committee of three members be elected to investigate and report at the next meeting of this Council."

Delegates Belland, Lynch and Vaillancourt were appointed as members of that committee.

The second suggestion is that the regular meetings of this Council be started at the hour stipulated in the constitution, that is 8 o'clock.

"Your Committee wishes to advise the delegates that this clause of the constitution has always been enforced when it was possible, it is impossible for the officers of this Council to open the meetings without a quorum, that is without the presence of 15 accredited delegates representing at least three different trades unions. The enforcement of Article VII, Section 1, of our constitution is not possible if the delegates themselves are not present at the stipulated hour. Your Committee then recommend that the delegates take note and act accordingly."

The third suggestion is to the effect that demand be made to the provincial Government to hold the elections in summer time, preferably in the months of June, July or August.

"Your Committee consider that this question is of general interest and concerns the Federal Elections as well as the Provincial and recommend that request be made to the Canadian Trades Congress to take this question into consideration at the coming convention and that the Secretary be instructed to forward this as a resolution."

Clause 2. "Your Committee took into consideration a circular letter received from the Canadian Labor Defense League asking us to protest against the denunciation of Sacco and Vanzetti, and also asking us to insist that these two workmen obtain their unconditional release, or a new trial.

"Your Committee recommend that the Secretary be instructed to write to the Governor of the State of Massachusetts as requested."

After several routine matters had been disposed of the meeting adjourned at about 11 o'clock until the 2nd of June next.

The attack on trade unionism by the big business interests of the country is having a stimulating effect upon the unions. Every labor organization reports a big increase in membership.

What makes the laws is the will of the majority. But laws never are intended to violate the rights of any minority for the benefit of the many.

A law that is not fulfilling these conditions is sure to be violated and void.

LABOR QUERIES?

Q.—Are uniform workmen's compensation laws held desirable?
A.—Yes. A recent report of the United States Bureau of Labor Statistics said: "The welfare of both employer and employee, as well as the public interest generally, would be served by the general adoption of uniform laws, just and certain in their operations, and not dependent for their acceptance on the personal views or interests of individuals or groups of individuals."

Q.—When did organized labor begin to work for the establishment of the Federal Department of Labor?
A.—In 1896, when the Executive Council of the A. F. of L. was instructed to formulate a bill for the establishment of a Department of Labor. In 1881, the Federation declared for the establishment of a Federal Bureau of Labor Statistics.

Q.—Who said: "Best interests of the workers is not served by the use of inflammatory and extravagant language in presenting grievances to the public. Greater good can be accomplished by dignified, rational expression."
A.—The forgoing quotation is from the proceedings of the 1914 convention of the American Federation of Labor.

Q.—When did the first great strike in the United States for the eight-hour day take place?
A.—The strike was called May 1, 1886, 1886.

Q.—In what city did the brewery workers score their first big success?
A.—In New York, in 1886, when all the breweries were organized and covered by an agreement which recognized the union.

WOMEN'S WAGE IS LOW; PAUPER LINE REACHED

The average weekly wage for women and boys in St. Paul Minn. was \$17.37 during 1925-26, according to the Industrial Commission of Minnesota.

Of the 33,784 women and boys covered by the report, 3,457 received less than \$12 a week; 9,440 received \$12 and under \$15; 11,638 received \$15 and under \$20, while only 9,249 received \$20 a week and over.

The Minneapolis "Labor Review" reminds its readers that "the report does not state to what extent the 33,784 wage earners invested their savings in stocks bonds."

PASTURES NEW

"All work and no play makes Jack a dull boy" is the old adage and it is certainly true, for a change from the ordinary routine in life, acts as a tonic and gives us renewed vigour to fight our everyday battles. Poets sing of the merry month of May and it is during this month that we plan future expeditions to pastures new. The first real summer holiday falls on May 24, Victoria Day, and on that day, hundreds of Montrealers will be trekking to the Laurentians on pleasure bent. Anglers will have renewed enthusiasm, for after the dreary Winter months, it gives them their first opportunity of playing the reel and rod. The Canadian Pacific Railway can, with ease, give you information regarding the many spots near at hand and it is but a simple matter to call on F. C. Lyon, City Passenger Agent, 143 St. James St., phone Harbour 4211, or any Canadian Pacific By Ticket Agent and act according to their advice.

What is the union label for? Workers, when purchasing something, try to answer this question and act accordingly.

HARMONY OF HELP IN INDUSTRY

Buy Union Stamped Shoes
We ask all members of organized labor to purchase shoes bearing our Union Stamp on the sole, inner-sole or lining of the shoe. We ask you not to buy any shoes unless you actually see this Union Stamp.

Boot & Shoe Workers' Union
Affiliated with the American Federation of Labor
246 SUMMER STREET, BOSTON, MASS.
COLLIS LOVELY General President
CHARLES L. RAINE General Secretary-Treasurer

Le Monde Ouvrier-The Labor World
Rédigé en collaboration
The Official Bilingual Mouthpiece of the French and English Speaking Workers
Member of the International Labor Press

Le porte-parole des ouvriers organisés de la Province de Québec
Membre de la Presse Internationale Ouvrière d'Amérique
GASTON FIANCQ
Secrétaire de la Rédaction
Secretary, Editorial Department

AT THE PLAYHOUSES

AT LOEW
Madge Bellamy who scored a big success in "Bertha, the Sewing Machine Girl" "Summers Bachelors" and other recent productions in the featured feminine role in "Ankles Preferred" a J. G. Blystone offering which comes to Loew's Theatre tomorrow.

Included in the cast are Lawrence Gray, Allan Forrest, Barry Norton, J. Farrell MacDonell, Joyce Compton, Marjorie Beebe and others.

Much comedy is in store for the devotees of vaudeville here and they return again in a brand new act included in which is their own orchestra of nine young men. Miss Rooney it must be remembered is the daughter of the late Pat Rooney. She is one of the most capable tap dancers in present vaudeville. Charlie and Addie Wilkens are on the same bill. Charlie is one of the finest pianists in the East. Burns and Wilson will offer their comedy skit called "The Untrained Nurse" which is also full of fun. Russell Armstrong refers to themselves as "Squirrel Food Perfected". Their acrobatic dancing is sensational. Helen Grey assisted by a male acrobat will offer a cycle of new melodies, and Watkin's Claque in the Petite which includes two points of jumping acrobats and other cleverly trained animals will open interesting bill.

In addition to the above there will be a selected screen comedy, a Travelogue, the Pathé News and as an overture Sauter's Spectacles will offer "Over the Billyway Sea" featuring Nimon Mantha at the organ.

AT THE CAPITOL
"The Love of Sunya," with Gloria Swanson in the characterization of an Egyptian girl, who calmly faces death with her lover, then as a modern young girl; then as a struggling, prematurely aged school teacher, next as a temperamental prima donna, whose daring and conventional conduct shocks even the sophisticated. Paris and finally, as the wife of a millionaire. Briefly "The Love of Sunya" is the story of a Yogi who goes out into the world to rich a wrong he committed in his incarnation of centuries ago and the struggle of a girl to overcome love, ambition and duty. After years of search, the Yogi finds in Sunya, the incarnation of a girl he wronged. In recompense, the Yogi offers to draw aside the veil of the future and within a crystal shows Sunya, what would happen if she followed her ambition to become an opera singer. If she married Robert Goring, the millionaire, or if she remained at home in an attempt to support her family. Faced with the danger of losing her lover Paul Judson, Sunya, seizes the opportunity.

The new photographic effects employed in the crystal scenes heighten the dramatic values of the picture. Novel camera angles are used for only one purpose, that is, to emphasize the drama and setting of the players. Also of interest is the new method of presenting titles in such a way that the interruptions of pictorial action with printed words are virtually eliminated.

AT THE PALACE
"The Notorious Lady" declared to be the best role yet created or Lewis Stone, with Barbara Bedford and Ann Rork featured. It is adapted from Patrick Hastings' stage production and success, "The River". Mr. Stone has the role of a soldier and adventurer, and most of the action is in Africa where, seeking to forget "The Notorious Lady," his wife (Barbara Bedford), he locates a diamond mine in the river. Among his partners, discovery that one of his partners is in love with "The Notorious Lady" whom he knows by an assumed name, and by savages led by an unscrupulous partner—these are but a few of the high lights in the production. The plot of love "The Notorious Lady" is amazing, yet quite plausible. While it has plenty of action, there is nothing in the story that requires a stretch of imagination. Lewis Stone's powerful interpretative gift of the big "out-door" man has within recent years placed him among the foremost of the screen's most popular artists and in this film, his latest of many successful achievements, his admirers again see him in such a role. Much time has been spent in the development of detail for the big location scenes—natives in their African dances—villages constructed to house many hundreds of "blacks," and much animal life contributes to the atmospheric backing of the story.

AT THE IMPERIAL
The Imperial Theatre presents Toto, the beloved clown, with Miss Adela Verne, one of the foremost of women pianists, as a special added feature. Both these artists have enjoyed international fame. Steve Froda and Johnny a Palace have a comedy act entitled "Barth-A-Kalloon." Both are exceptional comedians and musicians. A vaudeville comedy classic with all the wardrobe frills that has for its principals Emmet Gilfoyle and Ann Linn. In song, dance and story. Alice May Howard and Sophia Bennett are known as "The Female Van and Shocks," and in "Female Harmonies" they are the two foremost male exponents of this class of singing, their repertoire embraces a wide variety of popular and classical numbers. Volvy's Horses have a varied following. They are admired because they are the specimens of animals because of their exceptional intelligence and fine skill. In "Dance Interpretations" they apparently have a true sense of rhythm. Fred Thomson will be seen on the screen in "Don Mike," in which he is supported by the wonder horse, "Silver King."

WINS RIGHT TO PICKET AFTER 3-YEAR FIGHT
Organized garment workers won a three-years' fight for the right to picket in several near-by cities when Supreme Court Justice Morschansar set aside a temporary injunction that denied this right.

Garment manufacturers moved to these cities from New York to avoid union standards. When the workers started an organizing campaign they were enjoined by Supreme Court Justice Taylor. The anti-union manufacturers competed with local houses that accept union standards.

THE NATURAL LAW OF CO-OPERATION IS PROGRESS
—The following representative business houses are sympathetic with Labor and are interested in the welfare of not only their own help but of workers generally. They believe in THE LABOR WORLD and are assisting its policies of cordial relationship between Employer and Employee.
A number of leading firms whose names do not appear in this list are friendly to Labor and have shown their sympathy in a practical way.

Wear SPRING-STEP Rubber Heels

DUAL SERVICE
MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER CONS.
Power Building, 83 Craig Street West
Main 4010
605 St. Catherine and Mountain Streets
Uptown 6000-6001
1407 St. Denis St., near St. Catherine St.
East 2935
2075 St. Catherine East, near LaSalle
Central 1850
4507 Papineau Avenue, near Mt. Royal
Amherst 6863
4002 St. Denis Street, near Dulith St.
Belair 7378
5145 Park Ave., near Laurier, Bel. 7339
5022 Sherbrooke W., N.D.G. Val. 0100
4150 Wellington, Verdun. York 1004

A GREAT CANADIAN INDUSTRY
Operating 11 mills
Employing 7,500 people
DOMINION TEXTILE CO. LIMITED
Montreal

Canadian Car & Foundry Co.
Limited
Passenger, Freight and General
Service Cars for Steam and
Electric Railways.
307 Craig Street W., Montreal

ALGOMA STEEL CORPORATION Limited
SAULT STE. MARIE, CANADA
Cable Address "Algostal"
Code used: WESTERN UNION

THE THOS. DAVIDSON Manufacturing Co., Limited
Established 1860
Manufacturers of Premier Quality
Enamelled & Sheet Metal Ware
MONTREAL
Toronto, Winnipeg, Saskatoon
Calgary, Vancouver

LAPORTE, MARTIN LIMITEE
EPOIERS EN GROS
584 rue Saint-Paul Ouest
Tel. Main 3785 MONTREAL

SIMMONS, LIMITED
Bedding Specialists
400 St. Ambrose Street
MONTREAL

Wires and Cables—Telephone Apparatus
Fire Alarm and Police Signaling Systems—Radio Transmitting and Receiving Equipment
Made in Canada by
Northern Electric
Plant and General Offices
MONTREAL, P. Q.

SOUTHERN CANADA POWER CO., LTD.
CORISTINE BUILDING
MONTREAL

USAC
United Shoe Machinery Co. OF CANADA LIMITED
MONTREAL
TORONTO KITCHENER QUEBEC

CANADIAN EXPLOSIVES LIMITED
3rd Floor Canada Cement Co. Bldg.
MANUFACTURERS OF Explosives & Accessories

P. LYALL & SONS CONSTRUCTION CO., LIMITED
General Contractors
701 Transportation Bldg., Montreal
William Lyall, Pres. & Man. Director

HOWARD SMITH PAPER MILLS, LIMITED
Makers in Canada of High Grade Papers
Head Office
128 McOUI Street MONTREAL

All Imperial products are manufactured in Canada by Canadian workmen, at one of our six modern Refineries, one of which is located at Montreal East.

IMPERIAL OIL LIMITED
18-23

Free Band Concerts

Under the provisions of the Will of the late Charles S. Campbell, K.C., Free Band Concerts will be given again this Summer in Public Parks in the City of Montreal, by Bands composed of not less than thirty-five musicians.

During the Month of May, Concerts will be given on the dates and at the places mentioned below at 8.30 in the evening (Daylight Saving Time):—

DATE	DAY	PLACE	BAND
May 24	Tuesday . . .	Lafontaine Park	H. M. Canadian Grenadier Guards.
24	Tuesday . . .	Fletcher's Field	Royal Montreal Regiment.
24	Tuesday . . .	Jarry Park	Victoria Rifles of Canada.
24	Tuesday . . .	St. Henry Playground	Maisonneuve (85th) Regiment.
25	Wednesday . . .	Garneau Terrace	Les Carabiniers de Mont-Royal.
27	Friday	Champ de Mars	H. M. Canadian Grenadier Guards.
28	Saturday . . .	Gallery Square	Les Carabiniers de Mont-Royal.
29	Sunday	Fletcher's Field	Victoria Rifles of Canada.
31	Tuesday . . .	Lafontaine Park	Royal Montreal Regiment.

As there will not be any individual announcements of the Concerts published this year, it is suggested that persons interested in these Concerts might usefully cut out this Notice so that they may have conveniently before them the date, hour and place of each Concert and the name of the Band which will perform.

Further Concerts will be given during the months of June, July, August and September and a list of the Concerts in each of these months will be published in this paper at the end of the preceding month.

FREDERICK, E. MEREDITH,
W. R. MacINNES,
Executors of the Estate Late Charles S. Campbell, K.C.